



LETTRE PASTORALE DU SCEAM

**GOUVERNANCE,  
BIEN COMMUN ET  
TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES  
EN AFRIQUE**

*'Heureux ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés enfants de Dieu.'  
(Mathieu 5:9)*

## INTRODUCTION

1. Au cours de la dernière décennie, le Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et Madagascar (SCEAM), ce rassemblement des pasteurs de l'Eglise en Afrique, a suivi avec attention différentes situations politiques à travers les nombreuses élections tenues sur le continent, tant aux niveaux des présidentielles que des législatives. Pendant qu'une stabilité politique ou un changement plus ou moins démocratique est remarqué dans certains pays, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la crédibilité de quelques-unes de ces élections ainsi que les processus qui les régissent, afin de promouvoir la paix et la stabilité sur le continent. Malheureusement, de nombreuses élections dégénèrent en affrontements violents, avant, pendant et peu après la tenue des scrutins. En outre, les différends électoraux non résolus ont semé des grains de violence potentielle dans les prochains cycles électoraux.
2. Le SCEAM croit que chacun, y compris l'Eglise, a la responsabilité de contribuer au bien commun de tous les membres de la société. Comme le Pape Jean-Paul II précisait ce rôle de l'Eglise : «en tant qu'une entité organisée au sein de la communauté et de la nation, l'Église a le droit et le devoir de participer pleinement à l'édification d'une société juste et pacifique avec tous les moyens à sa disposition"<sup>1</sup>. Par ailleurs, elle s'identifie avec le peuple de manière que «les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, en particulier ceux qui sont pauvres ou affligés de quelque façon que ce soit, sont les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ».<sup>2</sup>
3. Il s'agit là, comme le confirme le Pape Benoît XVI, "d'une tâche essentielle de l'Église, d'apporter le message de l'Évangile au cœur des sociétés africaines, de conduire les gens aux valeurs de l'Évangile. Comme le sel donne du goût à la nourriture, ce message

---

*1 Exhortation apostolique Post-Synodale : Ecclesia in Africa, No. 107*

*2 Documents de Vatican II, La Constitution Pastorale de l'Église dans le Monde Moderne (Gaudium et Spes), No.1*

donc transforme ceux qui le vivent en authentiques témoins. Tous ceux qui grandissent de cette manière deviennent capables de se réconcilier en Jésus-Christ. Ils deviennent des sources de lumière pour leurs frères et sœurs"<sup>3</sup>.

4. Ainsi, cette Lettre Pastorale veut être la contribution de l'Eglise à la promotion de la bonne gouvernance et des transitions démocratiques en Afrique. L'Eglise forte de sa neutralité vis-à-vis des partis politiques, veut humblement proposer les valeurs qui font naître la justice, la liberté et le respect fondamental de la dignité humaine. Ce sont des valeurs essentielles à la création d'un ordre social juste.

## CHAPITRE I

### **LA MISSION PROPHETIQUE DE L'ÉGLISE**

#### **1.1 L'Église est «le sel de la terre» et «la lumière du monde»**

5. Au cours des cinquante dernières années, l'Église Catholique a été témoin des joies et des peines d'une Afrique en marche. Dans l'accomplissement de sa mission prophétique, elle a souvent pris des initiatives très audacieuses pour protéger la dignité héritée de Dieu et le développement intégral de tous les peuples du continent, et en faveur de la réconciliation, de la justice et de la paix.
6. Constamment, le Seigneur invite son peuple et lui demande de porter une attention particulière aux membres les plus vulnérables de la société, comme les veuves, les orphelins, les étrangers, les réfugiés et les pauvres. En effet, Dieu dit: «Je veux la miséricorde et non le sacrifice (cérémonial) et la connaissance de Dieu plutôt que les holocaustes." (Osée 6:6). Cette exhortation est très pertinente pour notre temps, où la majorité de nos peuples sont très pauvres, tandis que peu sont très riches. Nous ne pouvons pas véritablement parler d'amour et d'harmonie quand il y a tellement d'orphelins et de veuves négligés à cause de la pandémie du VIH /SIDA, et où tant de sans-emplois ont de la peine pour joindre les deux bouts. Lors du dernier jugement, le Maître de l'histoire nous expose les résultats de son enquête, en nous demandant combien de fois nous l'avons

reconnu en chair et en os dans la personne du vulnérable (voir Mt 25, 31-46).

7. L'intervention du SCEAM est en ligne avec la mission de l'Eglise en Afrique, qui est appelée à être «le sel de la terre» et «la lumière du monde».<sup>4</sup> A la suite des prophètes et des apôtres, l'Église est envoyée dans le monde pour promouvoir le bien commun, dont la bonne gouvernance fait partie. C'est une condition indispensable pour de pacifiques processus de transitions démocratiques. La vision du SCEAM est de voir les Africains atteindre la valeur de l'évangile de la «vie en abondance» tel que proclamé par Jésus-Christ, au nom de sa mission prophétique et dans la fidélité à notre Seigneur qui déclare: «Je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance». (Jean 10:10 b).
8. Afin de concrétiser cet idéal, l'Afrique a besoin d'hommes et de femmes politiques qui s'engagent au service du peuple, spécialement s'ils sont en même temps disciples du Christ. Ainsi, la prière fervente des Pères de la Première Assemblée du Synode des Évêques pour l'Afrique (1994) ne demandait –elle pas «que surgissent en Afrique de saints politiciens» - hommes et femmes – et qu'il y ait de saints Chefs d'État, qui aiment profondément leur peuple et qui désirent servir plutôt que d'être servis»<sup>5</sup>.

## 1.2 Maintenir la Flamme

9. À la lumière de la Parole de Dieu, nous les Évêques africains, à travers le SCEAM, sommes préoccupés par la situation actuelle en Afrique. C'est dans cette optique que nous écrivons cette Lettre Pastorale, qui s'adresse à tous les Africains, en particulier à vous les leaders dans la vie publique. Les questions que nous soulevons ont été mises en évidence par de nombreux théologiens africains qui ont démontré dans de nombreux cas combien précieux pouvait être le rôle prophétique de l'Eglise.
10. Pendant la triste période de l'apartheid, les Évêques de l'Afrique du Sud ont soutenu les sanctions économiques que la communauté

---

<sup>4</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Ecclesia in Africa*, No.74.

<sup>5</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Ecclesia in Africa*, No.111

<sup>6</sup> Cf. La Lettre Pastorale des Évêques de l'Afrique du Sud "The Economic Sanctions are Just ", in *Document Catholique*, 1986, No.697-699

internationale avait imposées à leur pays<sup>6</sup>. Ils furent soutenus par d'autres Églises, en particulier ceux de la Rencontre Interrégionale des Évêques de l'Afrique Australe (IMBISA)<sup>7</sup>. De nombreuses Conférences des Évêques ont souvent souligné l'importance de la démocratie et de l'engagement politique des chrétiens dans la vie publique. La Lettre Pastorale des Evêques du Cameroun à la veille des élections législatives de 1988, est un exemple éloquent et sans ambiguïté.<sup>8</sup>

11. L'Église se trouve au cœur de tous les efforts visant une meilleure gouvernance. Dans de nombreux pays, pendant la période délicate de transition démocratique des années 1990, l'Église a joué un rôle de soutien clairement visible. Cinq des huit Conférences Nationales Transitoires qui ont été organisées au cours de cette époque ont été présidées par des Évêques Catholiques<sup>9</sup>. Cette intervention de l'Eglise a contribué, dans certains cas, pour assurer de pacifiques processus de transitions démocratiques, avec beaucoup de succès, à travers des consultations et des dialogues participatifs. Beaucoup de chrétiens, dans certaines situations volatiles ont aidé dans la réalisation de la paix et de la réconciliation. L'Eglise doit prendre ses responsabilités dans le domaine socio-politique. Elle doit être pleinement impliquée dans la transformation en profondeur de notre société. Elle a déjà pris position dans des domaines sensibles tels que le pétrole<sup>10</sup>, le bois et l'écologie.
12. En Afrique, l'Eglise continue de jouer le rôle de la voix des sans-voix, dénonçant la corruption, tout en étant observatrice apolitique des élections, et conseillère des justiciables démunis. En bref, l'Eglise est restée bien attentive et à l'écoute de tout ce qui touche au quotidien la vie politique, économique et sociale de son peuple et veut tout faire afin de maintenir la flamme.

---

<sup>7</sup> Cf. la Lettre Pastorale de l'IMBISA "Justice and Peace in Southern Africa", in *Document Catholique*, No. 1980, 1989, 298-307

<sup>8</sup> Voir par exemple, la Lettre Pastorale des Évêques du Cameroun "Politics is a vital necessity for humanity", in *Documentation Catholique*, 1988, No. 461-463.

<sup>9</sup> Cinq des huit Conférences nationales transitoires en Afrique ont été présidées par des Évêques : Mgr. Isidore de Souza du Bénin, Mgr. Basile Mve du Gabon, Mgr. Ernest Kombo du Congo-Brazzaville, Mgr. Philippe Fanoko Kpodzro du Togo, et Mgr. Laurent Monsengwo du Zaïre (aujourd'hui République Démocratique du Congo)

<sup>10</sup> Cf. La Conférence Episcopale du Congo, "Bishops Statement on Oil", in *La Semaine Africaine*, Brazzaville, No. 2370, 11 Juillet 2002, pp. 6-7. Cf. Aussi 'ACERAC, *The Church on Poverty in Central Africa : the case of oil*', Malabo, 2002

## **BONNE GOUVERNANCE EN AFRIQUE**

### **2.1 L'État des Lieux**

13. Des progrès ont été enregistrés en Afrique, en particulier dans les cas où nous assistons à une certaine amélioration dans la vie des pauvres, une augmentation des taux de scolarisation, la mobilisation de la population pour lutter contre certaines maladies endémiques telles que le VIH / SIDA et le paludisme et le recul net de certaines maladies comme la poliomyélite. En termes de gestion des ressources naturelles, nous apprécions les mesures prises par certains Etats africains pour être plus transparents en ce qui concerne les revenus provenant de ces ressources.
14. Pourtant, l'Afrique reste un continent pauvre. L'abondante richesse en ressources naturelles est en contraste saisissant avec la pauvreté ambiante de la grande majorité de la population africaine. De nombreux pays africains sont producteurs de pétrole et d'autres minéraux, mais ils n'ont pas réussi à investir les ressources dans les secteurs productifs afin d'améliorer la qualité de vie de leur peuple. L'Afrique demeure la proie des multinationales étrangères. Elles continuent à piller le continent de ses ressources et, dans certains cas, elles échappent même aux impôts à la fois dans les pays africains que dans leur propre pays d'origine en plaçant les bénéfices de leurs activités dans les paradis fiscaux, privant ainsi les communautés locales des ressources qui leur reviennent de droit.
15. Cinquante ans après les indépendances, les économies de nombreux pays africains restent faibles. Certains dirigeants sont devenus complices des intérêts étrangers. D'autres veillent seulement à ce que leur confort matériel personnel soit sécurisé contre le bien commun de la société.
16. Plus de cinquante ans après les indépendances, le continent est encore secoué par la violence sans fin. Les groupes armés illégaux continuent de menacer la sécurité des personnes et de leurs biens et provoquent des crises telles que le déplacement des populations.

17. Dans beaucoup de pays africains, le marché du travail se resserre. Le drame de la migration, avec un nombre croissant de jeunes qui risquent leur vie pour quitter l'Afrique, reflète la profondeur du malaise d'un continent qui traîne encore les pieds pour fournir les conditions favorables à l'épanouissement de ses fils et filles.
18. La situation des femmes est une autre source d'inquiétude. Le SCEAM est d'avis que femmes et hommes sont égaux en dignité dans leur humanité devant Dieu, puisque tous deux ont été créés à l'image et à la ressemblance de Dieu (Genèse 1:26). C'est pourquoi nous devons veiller à ce que tous aient la possibilité de jouer leur «rôle spécifique dans l'Eglise et dans la société en général»<sup>11</sup>.

## **2.2 Conversion à la Bonne Gouvernance**

19. À la fin des années 1980, la gouvernance démocratique était encore loin d'être pleinement réalisée en Afrique. Dans de nombreux pays, cela était principalement dû à l'absence de coordination et de coopération entre les différents acteurs. Aujourd'hui, le dialogue entre l'État et les communautés locales est encore faible. Il y a peu de possibilités pour les collectivités locales de participer efficacement aux processus de prise de décision. Pour cette raison, l'action publique reste également faible, alors que la société civile est encore souvent perçue comme un rival politisé !
20. C'est pour cette raison que les Pères du Synode, en 2009, ont appelé les Chrétiens à s'engager dans les processus politiques afin d'apporter sur ce terrain de solides valeurs chrétiennes de l'honnêteté, de l'inclusion, de la tolérance, du désir de servir, etc. Toutefois, même les chrétiens doivent être en constante conversion du cœur comme Sa Sainteté le Pape Benoît XVI a dit: «Le Christ appelle constamment à la metanoia, la conversion»<sup>12</sup>.
21. Comblé le déficit de gouvernance, c'est mettre en place un partenariat dynamique et efficace entre les différents acteurs sociaux pour améliorer la transparence, l'efficacité et l'efficacité de l'action politique et les décisions des administrateurs de biens publics. Il est donc important de s'éloigner de l'Etat "omniscient" et "omnipotent", vers un État qui cherche à faciliter un espace public

---

<sup>11</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Ecclesia in Africa*, No.121

<sup>12</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Africae munus* No.32

22. Un changement de comportement, de mode d'administration et de la gestion des ressources peut permettre à l'Afrique de se redresser et être en mesure d'être autonome comme l'ont demandé les Pères de la Deuxième Assemblée Spéciale pour l'Afrique du Synode des Evêques<sup>13</sup>. La bonne gouvernance est une exigence non seulement d'un point de vue technique mais éthique pour un changement de politique. Cela exige un changement dans le comportement, dans l'attitude et dans la mentalité. Elle exige une véritable orientation vers le souci du bien commun.

### 2.3 Le Souci du Bien commun

23. Le bien commun est défini par le pape Jean XXIII comme «l'ensemble des conditions sociales qui contribuent à favoriser pour tout être humain le développement intégral de la personne<sup>14</sup>».
24. Pour l'Eglise, le principe du bien commun exige que toutes les structures, systèmes et processus sociaux, politiques, économiques et culturels soient accessibles à tous. En outre, il exige que, même ceux qui sont marginalisés dans la société ne soient pas négligés, d'où l'option préférentielle de l'Eglise pour les pauvres tel un effort conscient pour corriger les erreurs morales, les défaillances et les insuffisances de nos institutions sociales, de nos cultures et de nos systèmes.<sup>15</sup> L'option pour les pauvres est inspirée des valeurs évangéliques et de l'identification de la vocation de Jésus comme "celui qui apporte la bonne nouvelle aux pauvres ... et proclame l'année du Jubilé de Dieu" (Luc 4:16-19).
25. Le SCEAM rappelle ce que le Pape Benoît XVI a déclaré : «Sur le plan social, la conscience de l'homme est remise en cause par les graves injustices qui marquent notre monde dans son ensemble et en Afrique en particulier. Le pillage des biens de la terre par une minorité au détriment des peuples entiers est inacceptable, parce qu'elle est immorale. La justice nous oblige à «rendre à chacun son dû»<sup>16</sup>.
26. L'efficacité du bien commun nécessite un changement de comportement, le respect des valeurs de la charité et de la justice car

---

<sup>13</sup> Deuxième Assemblée Spéciale pour l'Afrique du Synode des Evêques, Message Final No.43

<sup>14</sup> Jean XXIII, *Mater et Magistra* (15 May 1961), No.65.

<sup>15</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Ecclesia in Africa*, No.40.

<sup>16</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Africae Munus*, No.24.



ce n'est pas un Bien qui est recherché pour soi-même comme dans une opération commerciale, mais pour des gens qui font partie de la communauté. Cela suppose une réforme institutionnelle et organique pour stimuler un changement de comportement économique où la personne humaine ne se réduit pas à une valeur économique. Il s'agit de mettre en œuvre les conditions qui donnent à chacun et à tous la possibilité de satisfaire leurs besoins fondamentaux dans le respect mutuel des priorités de leur intérêt public.

27. Le principe du bien commun nous invite tous à adhérer à la notion de «biens communs» ou des services universels qu'aucun pays ne peut produire à lui seul, comme l'environnement, la santé, la connaissance, l'information, la paix et la sécurité. Il nous rappelle, dans une certaine mesure, ce principe de la destination universelle des biens, conformément à la Doctrine Sociale de l'Eglise (DES) : «Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples ; de tels biens de la création doivent pouvoir s'écouler équitablement entre les mains de tous, selon la règle de la justice qui reste inséparable de la charité<sup>17</sup>. Le principe du bien commun montre que la terre est un don de Dieu à toute l'humanité et elle doit être utilisée équitablement et judicieusement. L'Afrique se doit à elle-même l'obligation d'appliquer ce principe à la lumière d'une gestion rationnelle, responsable et bénéfique de ses ressources naturelles et à travers la définition des cadres juridiques et structurelles, afin de garantir aux générations présentes et futures, leur droit à ces mêmes biens.
28. C'est dans ce sens que le SCEAM lance l'appel aux dirigeants africains de développer une vision de la mobilisation de l'Afrique, vision poussée par la recherche du bien commun, jalouse de la souveraineté de l'Afrique et résolument tournée vers son unité. Il appartiendra donc aux responsables publics d'envisager l'action politique comme exigeant l'ouverture et le dialogue pour créer ou renforcer la cohésion sociale. Cela signifie que la participation, sans discrimination, des citoyens dans la définition et la mise en œuvre d'un pacte social qui traduit la volonté populaire, garantit la stabilité et l'amélioration des conditions de vie pour tous, et

---

<sup>17</sup> *Concelho Ecumenico Vaticano II, Const. past. Gaudium et Spes, 69: AAS 58 (1966) 1090.17*

promeut la justice et l'équité. Ils devraient donc être assistés des intellectuels, des opérateurs économiques, du secteur privé et de tous les autres partenaires de l'Afrique, chacun apportant sa contribution en fonction de son domaine de spécialisation et dans le respect mutuel. Ce faisant, les fils et les filles de l'Eglise n'oublieront pas d'éclairer leurs décisions par la vérité de l'Evangile.

## **2.4 Le Fléau de la Corruption**

29. Le développement de nos pays est fortement hypothéqué par la corruption. La corruption elle-même est devenue un cancer dans presque tous les pays africains et touche des secteurs vitaux tels que le modèle économique, l'administration quotidienne, le marché du travail, la santé, l'éducation et le système judiciaire. Nous savons que de nombreux gouvernements sont conscients de ce problème et font des efforts pour lutter contre ce fléau. Malheureusement, l'intérêt personnel et la recherche effrénée de gains sont devenus plus forts que le sens du bien commun.
30. Le message du SCEAM est fondé sur ce que le prophète Michée mentionne quand il dit: «On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bon. Et ce que l'Éternel demande de toi? Agir avec justice, aimer avec tendresse et marcher humblement avec ton Dieu » (Michée 6:8). Ces paroles retentissantes montrent que la justice est une des priorités de Dieu pour son peuple. Elles ont été adressées au peuple de Juda, où la cupidité (Michée 3:1-4), la malhonnêteté (Michée 6:10-11) et la corruption (Michée 7:2-4) s'étaient donné un triste rendez-vous. C'était une situation où les pauvres finissaient par être exploités par les riches et les puissants. Donc, Dieu exige que la justice prévale. Il s'agit d'une demande reprise par d'autres prophètes de l'Ancien Testament, comme Isaïe (58:1-12) et Amos (5:21-24).
31. La justice que les prophètes exigent n'est pas une justice abstraite ; elle est faite d'actions très pratiques et réelles qui assurent la protection du faible contre les abus, qui procurent aux pauvres ce dont ils ont besoin, et qui prennent soin des personnes socialement défavorisées. Il s'agit de donner à chacun ce que Dieu a prévu pour eux sans distinction aucune.

- 32.** Le SCEAM encourage les dirigeants africains et la population en général à maintenir l'intégrité morale, l'honnêteté et la sincérité dans toutes leurs relations. L'honnêteté est tenue comme une valeur très importante tout au long de la Bible, et la tromperie est interdite. «Dites la vérité les uns aux autres, et rendez de jugements véritables et justes dans nos tribunaux ; ne complotiez pas du mal contre votre prochain, et ne prêtez pas de faux serment. Je déteste tout cela, dit l'Éternel » (Zacharie 8:16-17). La déception peut se manifester par de fausses déclarations, de demi-vérités ou des insinuations. Il est très fréquent dans la publicité, dans les relations d'affaires, dans la politique et dans la vie quotidienne. A cela, nous devons fermement résister ; nous devons le condamner. La sincérité va de pair avec l'honnêteté, au risque de verser dans l'hypocrisie, que Jésus ne pouvait pas supporter (cf. Mt 23, 1-11).
- 33.** Le SCEAM est d'avis que, «L'intégrité fait une grande nation, mais le péché est la honte des peuples» (Proverbes 14:34). On ne peut s'attendre à ce que Dieu bénisse notre continent, et les individus qui s'y trouvent, à moins que l'intégrité devienne une valeur fondamentale dans tous nos pays africains.

## CHAPITRE III

### **TRANSITIONS PACIFIQUES ET DEMOCRATIQUES**

#### **3.1 Du Système de Parti Unique à la Démocratie Multipartite**

- 34.** Le paysage politique en Afrique devrait créer de nouvelles possibilités de transitions. Sa Sainteté le Pape Benoît XVI affirme que «... les élections représentent une plate-forme pour l'expression des décisions politiques d'un peuple, et elles sont un signe de légitimité à l'exercice du pouvoir. Elles fournissent une occasion privilégiée pour la santé et la sérénité du débat politique public, marqué par le respect des différentes opinions et des différents groupes politiques.»<sup>18</sup> le Pape encourage ainsi les dirigeants politiques à respecter les résultats de toute élection crédible. Des élections crédibles peuvent alors devenir des processus qui créent la paix et l'harmonie dans tous les pays.

35. L'Église est consciente du rôle clé que les élections crédibles peuvent jouer dans l'édification de la nation. Là où l'opportunité que peut provoquer une transition démocratique réelle est absente, nous avons tout simplement un gouvernement répressif qui succède à un autre. Petit à petit la situation devient intenable. Nous considérons que notre rôle en tant qu'Église est de faciliter le dialogue, la participation de tous, et la réconciliation en cas des disputes.
36. L'un des grands principes universels de gouvernance démocratique est que les dirigeants sont choisis par le peuple et sont responsables devant lui. En d'autres termes, le peuple doit avoir la possibilité d'élire un gouvernement de son choix. La démocratie est donc le gouvernement par le peuple, pour le peuple et avec le peuple.
37. Nous nous réjouissons de voir que l'ère des dictatures à parti unique cède la place à la démocratie, même s'il y a encore un peu de nostalgie de la part de ceux qui ne sont pas en mesure de mettre entièrement le passé derrière eux<sup>19</sup>. Avec l'abandon du système de parti unique, un grand espoir est né de la tenue d'élections multipartites, un phénomène qui a renforcé la culture de changement dans bien des pays d'Afrique. Malheureusement, à l'occasion de chaque élection naissent des moments très dangereux en Afrique, avec un risque accru de troubles sociaux ou de guerre civile. Le désir de rester au pouvoir a rendu précaires les constitutions, qui sont modifiables au gré de détenteurs du pouvoir dans le but de préserver les intérêts égoïstes de certains dirigeants. Des manœuvres politiques sont à l'œuvre un peu partout pour empêcher le changement, pour perpétuer l'emprise du pouvoir d'un parti politique, d'une personne ou d'une famille.
38. Nous nous réjouissons également de ce que nous assistons à un peu de calme dans certaines zones de conflit comme la fin de la guerre au Soudan et nous continuons à prier pour que la récente indépendance du Sud-Soudan consolide la paix dans ce nouveau pays et dans la sous-région. Nous sommes attristés de voir que la Région des Grands Lacs (à savoir le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda), est encore fort trouble : nous exhortons les parties en conflit d'arrêter la guerre et de discuter le sort de la province du Kivu. La paix revient aussi lentement en Afrique centrale, avec l'espoir que les groupes armés illégaux

---

*19 Exhortation Apostolique Post-Synodale: Ecclesia in Africa No.39.*

arrêteront leurs atrocités et qu'un dialogue ouvert et inclusif sera organisé à tous les niveaux pour une véritable réconciliation qui prenne en compte la guérison des traumatisés. L'Afrique de l'Ouest qui a connu une série de conflits internes violents dans le passé peut se réjouir aujourd'hui d'un retour progressif à la stabilité. La situation du Nigeria et du Mali nous laisse une très grande inquiétude. Nous nourrissons un grand espoir de changement démocratique face au Printemps Arabe en Afrique du Nord. C'est notre prière et notre espoir que la paix reviendra à la corne de l'Afrique, dans des pays comme la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée. Nous insistons donc sur la nécessité pour tous les pays africains d'adopter des principes démocratiques et de bonne gouvernance qui conduiront à une véritable justice, à la paix et à la réconciliation.

### **3.2 Conditions pour les Transitions Pacifiques et Démocratiques**

39. La transition démocratique est le processus politique qui permet à un Etat d'évoluer vers un nouvel ordre politique, ce qui est légitimement fondé sur un processus électoral libre et équitable et le respect des principes démocratiques.
40. Le manque d'espace démocratique et le mépris des droits de l'homme ont servi de pépinière pour les crises et les manifestations politiques. Le refus d'un changement politique par la plupart des régimes au pouvoir complique la recherche pour l'établissement d'une démocratie qui réponde aux aspirations des peuples. Le véritable amour de notre patrie et de notre continent doivent nous obliger à préférer une gestion transparente et responsable du pouvoir, et de remettre ce pouvoir en toute douceur. Ce qui suppose un strict respect des constitutions démocratiques nationales.
41. Peut-être le temps est maintenant venu pour l'Afrique d'inventer des modèles de gouvernement qui répondent réellement à nos besoins et s'insèrent dans nos contextes. Ceux-ci se doivent de puiser aussi dans la sagesse des systèmes et structures de gouvernance traditionnelle africains. Les sociétés africaines doivent commencer à s'engager dans cette réflexion, pour développer une vision complète qui peut très bien servir les transitions et consolider l'expérience démocratique. Le point de départ est un retour à la signification originelle de la démocratie, c'est à dire une forme de

gouvernement avec le peuple comme souverain. C'est pour leur propre bien que les citoyens confient leur pouvoir à des dirigeants, afin de garantir le respect de la volonté générale et de gérer les ressources de l'état pour le bénéfice de tous. Tenir compte de cette vision fondamentale de la démocratie dans la gestion du pouvoir et de l'espace politique permettra de jeter les bases d'une réelle stabilité qui ne dépend pas de la puissance des armes, mais sur un pacte social d'accord commun.

## CHAPITRE IV

### **L'AFRIQUE ENTRE NOS MAINS**

#### **4.1 L'Importance de la Société Civile**

42. Le destin du continent africain dépend de notre engagement commun à faire en sorte que la gouvernance économique et politique promeuve le bien commun dans un contexte favorable pour la transition pacifique du pouvoir. En ce sens, l'Église invite la Société Civile, les Leaders Africains, tous les peuples d'Afrique et tous les partenaires et amis du continent à s'unir pour un nouveau départ.
43. À vous les Organisations de la Société Civile, le SCEAM réitère l'importance de la voix alternative que vous représentez pour favoriser l'émergence d'une bonne gouvernance, le respect du bien commun et des transitions démocratiques sur le continent. Nous vous encourageons à intensifier la vigilance en ce qui concerne le respect et la promotion des droits de l'homme et de la gestion de nos ressources humaines et naturelles. Nous vous invitons à renforcer l'éducation civique des populations afin qu'elles deviennent des agents de changement pour la définition et la mise en œuvre des décisions qui affectent leur existence. Soyez plus proactives pour empêcher que les conflits ne dégénèrent en violence. Pour ce faire, le SCEAM vous recommande le choix du dialogue plutôt que la confrontation, de sorte que vous jouez votre rôle dans le respect de la légitimité et que vos actions se basent sur l'intérêt du bien commun et refusent l'inféodation et l'instrumentalisation des partis politiques.

## **4.2 Un Appel aux Dirigeants Politiques et aux Gouvernements**

- 44.** Dans son message final, la Deuxième Assemblée Spéciale pour l'Afrique du Synode des Évêques a noté que l'Afrique est riche en ressources naturelles et humaines, mais que "beaucoup de nos gens sont encore laissés à croupir dans la pauvreté et dans la misère, dans les guerres et dans les conflits, dans les crises et dans le chaos. Ceux-ci sont très rarement causés par les catastrophes naturelles. Ils sont en grande partie issus des décisions et des activités humaines par des gens qui n'ont aucun respect pour le bien commun ... »<sup>20</sup>
- 45.** Le SCEAM demande instamment donc à vous, dirigeants politiques africains de faire de l'éradication de la pauvreté une priorité en mettant les revenus de l'exploitation des ressources du sous-sol du continent telles que la terre et les forêts au service du développement de vos pays pour le bénéfice de la nation toute entière et de ces citoyens. Nous vous prions de ne pas compromettre la lutte contre la corruption. La corruption est un cancer qui détruit nos nations. Ceux qui sont corrompus doivent faire face à des mesures strictes et disciplinaires largement connues du peuple afin que personne ne se permette de commettre ce crime en toute impunité. Nous exhortons les gouvernements à réfléchir profondément sur la question des élections en gardant à l'esprit que les élections doivent être libres, équitables, transparentes et pacifiques. Et au delà de tout, la priorité devrait être la promotion du bien commun en tout temps.

## **4.3 Construire l'Union Africaine**

- 46.** «Une seule main ne peut pas nouer un colis», dit un proverbe africain. Aujourd'hui, il est impératif pour le continent africain de renforcer son unité. À cet égard, nous reconnaissons et soutenons les efforts de l'Union Africaine qui est le résultat de la volonté des Chefs d'État de mettre en place un processus d'intégration politique pour assurer le développement social du continent et œuvrer à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Elle se dote progressivement d'institutions diverses. Cependant, nous tenons à souligner que les institutions continentales doivent permettre à chacun de s'exprimer et de relever les défis de développement intégral de notre continent. Le SCEAM est plus que disposé à offrir

---

*20 Deuxième Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des Évêques: Message final, No. 5.*



ses conseils ou services à cet égard.

47. Le SCEAM invite tous les peuples africains à adopter un nouveau regard sur l'étranger qui demeure un frère ou une sœur au-delà des frontières étatiques, politiques, tribales ou religieuses. Chaque citoyen est invité à participer aux consultations qui se tiennent dans leur propre société. La pratique démocratique doit prévaloir en tout temps. Les citoyens doivent veiller à ce que la pratique démocratique ne soit pas compromise du tout.
48. Enfin, nous appelons les Universités et Institutions Catholiques, les théologiens, les groupes et associations de professionnels et de chercheurs interdisciplinaires, à mener une réflexion sur les causes profondes des injustices et de la violence aux niveaux local comme à l'international. Nous vous invitons à faire de la formation continue le fer de lance de vos programmes au service de tous les catholiques afin que, par leur formation et leur témoignage, ils deviennent des laboratoires à partir desquels seront nourris la démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. C'est ce à quoi appelle *Africae munus*.<sup>21</sup>

## CONCLUSION

### NOTRE TEMOIGNAGE DE CHRETIENS

49. Chers frères et sœurs, le SCEAM réitère la volonté de l'Église en Afrique qui est celle de rendre la tâche de l'évangélisation plus efficace afin que les chrétiens puissent devenir des défenseurs crédibles de la demande et de la pratique de bonne gouvernance.
50. L'Eglise est engagée à l'intensification de ministère pastoral pour les acteurs socio-politiques à travers des programmes améliorés de formation spirituelle et éthique, des aumôneries spécialisées pour les institutions publiques, des groupes de réflexion et de liaison au sein de divers organismes administratifs et politiques aux niveaux local, national, régional et continental.
51. L'Église elle-même s'engage à renforcer les capacités de ses citoyens, pour leur permettre d'assurer le contrôle des processus de prise de décision et de changement, en particulier les élections et les

---

<sup>21</sup> Exhortation Apostolique Post-Synodale: *Africae Munus*, No.135.



transitions démocratiques. Dans cette perspective, elle a à sa disposition la Doctrine Sociale de l'Eglise, dont elle assurera distribution de façon systématique sur le continent à travers la revitalisation de la catéchèse, des mouvements, des Communautés Ecclésiales de Bases, et de ses instituts de formation.

52. Nous prions nos dirigeants politiques de bien vouloir mettre complètement en œuvre les Traités et conventions régionaux qu'ils ont ratifiés et dont ils se sont convenus avec d'autres États membres, tel la Charte Africaine sur la Démocratie, les Élections et la Bonne Gouvernance.
53. L'Eglise fait le bilan des enseignements tirés et des meilleures pratiques qui peuvent être utilisées pour renforcer son rôle dans la promotion de la participation active de ses Commissions Justice et Paix et d'autres structures de l'Eglise dans la promotion d'élections pacifiques, transparentes et crédibles.
54. Le SCEAM est convaincu que Dieu nous accompagne, nous aime et nous sauvera. Par conséquent, il vous exhorte à être plus fidèles dans la prière. Nous avons besoin de prier sans cesse en tant qu'Eglise en Afrique, pour la restauration de notre continent.
55. Il ne suffit pas de parler de principes, d'affirmer des intentions, et de souligner l'injustice; ces paroles n'auront de poids réel ou de sens que si elles sont accompagnées par une plus grande prise de conscience de la responsabilité personnelle et par une action efficace de tous. Il est trop facile de rejeter sur les autres la responsabilité de l'injustice, si l'on ne se rend pas compte de ce que chacun de nous est impliqué. C'est pourquoi la conversion personnelle est d'abord nécessaire. L'espérance du chrétien pour une société meilleure provient principalement du fait que nous savons que le Seigneur Jésus-Christ œuvre avec nous dans le monde.<sup>22</sup>
56. Montrons-nous exemplaire de sorte que nous définissions le modèle pour avancer dans la foi. «Heureux ceux qui ont faim et soif de justice, car ils seront rassasiés» (Mt 5:6). Lorsque nous œuvrons ensemble pour le Bien Commun nous contribuons à l'édification du Royaume de justice, de respect pour la dignité des personnes et de leurs droits, un Royaume de vérité, d'unité, de pardon, de tolérance

---

22 Pape Paul VI, *Octogesima Adveniens, A Call to Action*, No. 48

politique, de service, d'élections libres et équitables, de bonnes éthiques nationales, de bons médias, de solidarité, de paix et de bonne gérance de la création de Dieu.

57. Sa Sainteté le Pape Benoît XIV dit: «Il incombe à l'Eglise de s'efforcer pour que chaque peuple puisse être le principal agent de son progrès économique et social ... et puisse aider à apporter le bien commun universel comme membre actif et responsable de la famille humaine ... »<sup>23</sup>.
58. Que le Seigneur bénisse et protège l'Afrique. Il est temps que l'Afrique **Se Lève** et agisse au sérieux pour son propre meilleur avenir et qu'elle marche ensemble avec les autres continents.
59. Sainte Marie, Mère de Dieu, Protectrice de l'Afrique, tu as donné au monde la vraie Lumière, Jésus-Christ. Par ton obéissance au Père et par la grâce de l'Esprit Saint, tu nous as donné la source de notre réconciliation et de notre justice, Jésus-Christ, notre paix et notre joie. Mère, pleine de Miséricorde et de Justice, par ta docilité à l'Esprit, le Paraclet, obtiens pour nous la grâce d'être les témoins du Seigneur Ressuscité, afin que nous devenions toujours le sel de la terre et la lumière du monde.

"Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre parmi ceux qu'il aime!" (Luc 2, 14)

Accra, Ghana Février 2013,



*Polycarp Cardinal Pengo*

Archevêque de Dar-es-Salaam et,

Président du SCEAM



## *Contact us*

### SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES OF AFRICA AND MADAGASCAR (SECAM)

4 Senchi Street Airport Residential Area  
P.O. Box KA 9156 Airport, Accra Ghana  
Tel: +233302778871 Fax: +233302772548

Email: [secamsec@yahoo.com](mailto:secamsec@yahoo.com)  
website: [www.secam-sceam.org](http://www.secam-sceam.org)

ISBN: 978-9988-1-0661-0



9 789988 106614